Jean-Marie Harribey répond ici aux objections formulées à l'encontre de certaines de ses thèses par Christophe Darmangeat dans un développement que nous avons récemment publié en guise d'extrait de son livre Le profit déchiffré.

Dans un livre publié cette année, *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste*[1], Christophe Darmangeat revisite la théorie économique marxiste fondamentale. Tâche toujours nécessaire parce que le profit « gouverne l'économie mondiale ». Le livre est constitué de trois essais : « L'énigme du profit », « Travail productif et improductif », « La rente ». Dans une annexe au deuxième essai, « Les fonctionnaires « productifs de revenu » ? », l'auteur entend réfuter la thèse que j'ai élaborée depuis une vingtaine d'années et que j'ai nommée « le travail productif dans la sphère non marchande »[2]. La revue *Contretemps* a publié cette annexe dans son intégralité. Il est toujours intéressant et positif qu'une thèse soumise à la discussion soit effectivement discutée et je remercie Christophe Darmangeat de s'y être arrêté. Je vais essayer néanmoins de répondre à ses arguments, et lever s'il y en a des ambiguïtés.

1. Au cœur de la valeur : la validation sociale du travail

Je ne reprends pas ici le cheminement qui m'a amené à forger ma thèse et que j'ai exposé dans les débats que celle-ci a suscités[3]. Je vais directement à l'essentiel que discute Christophe Darmangeat. Je pars de la définition générale de la valeur de Marx que je fais mienne à 100 %, et que je résume de la manière suivante : la *valeur d'usage* est une condition de la *valeur* en tant que forme monétaire du travail socialement validé, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. Le plus important ici est l'idée de *travail socialement validé*. Autrement dit, on n'on a pas affaire à l'opposition binaire des économistes classiques (Smith et Ricardo) entre valeur d'usage et valeur d'échange, fondatrice de l'économie politique. On a affaire à un triptyque au cœur duquel se situe la validation sociale.

Marx débute *Le Capital* par l'analyse de la marchandise, de la monnaie, du capital. Et, très logiquement il dresse le portrait-robot du capital, le modèle abstrait du capital (Max Weber aurait dit son idéal-type) : le travail productif de valeur est celui qui engendre de la valeur nouvelle venant grossir le capital d'une plus-value. Par définition, dans le modèle pur, il n'y a que ce travail-là, qui trouve sa validation sociale par la vente de la marchandise sur le marché. Sans cette validation, la marchandise rate son « saut périlleux » et le travail a été dépensé en pure perte. Non seulement je ne révise pas Marx, mais j'adhère totalement à cela.

La question que je pose est celle-ci : une société capitaliste concrète est-elle un clone du modèle théorique pur du capitalisme ? Ma réponse est non, et plus le capitalisme s'est complexifié et a dû concéder des avancées sociales, plus s'est développé un espace monétaire mais non marchand dont il faut trouver l'intelligibilité. L'explication la plus répandue, commune aux libéraux et aux marxistes traditionnels, est que cet espace est financé par une ponction sur la valeur produite dans l'espace capitaliste. Cette explication est minée par une faille logique sur laquelle je vais revenir. Pour l'instant, j'oppose la thèse selon laquelle il existe un second espace de validation du travail collectif et donc, en appliquant la définition générale de Marx, un second espace de création de valeur, qui a

l'étonnante particularité d'être destinée non au capital mais à la société dans son ensemble. La grande différence avec la validation sociale du travail nécessaire pour produire une marchandise est que celle dont je parle ne relève pas du marché mais de la décision politique de répondre à des besoins sociaux et d'y consacrer des ressources matérielles (investissement) et des forces de travail. Si celles-ci sont disponibles, au côté du produit monétaire marchand s'ajoute donc un produit monétaire non marchand.

Afin qu'il n'y ait aucun malentendu, je précise que la discussion que nous avons porte sur le caractère productif ou non du travail employé dans la sphère monétaire non marchande, et non pas sur la question de savoir si les gains de productivité de ce travail d'une période à l'autre sont importants ou non. Il est évident que, jusqu'à présent, les gains de productivité du travail étaient généralement supérieurs dans l'industrie ou l'agriculture devenue industrielle à ceux obtenus dans les services, qu'ils soient marchands ou non marchands. Mais il s'agit d'une tout autre question que celle qui nous occupe ici, car si, les gains de productivité du travail obtenus dans l'industrie ont des répercussions positives sur les autres secteurs qui utilisent les biens d'investissement et les biens intermédiaires produits par l'industrie, ces répercussions ne peuvent être interprétées comme une ponction sur elle. Il s'agit simplement du mécanisme d'échanges intersectoriels que l'on retrace dans un tableau dit d'échanges interindustriels, à travers un système de prix.

2. La valeur est monétaire

Venons-en aux critiques de Christophe Darmangeat. Je commence par celle où il tente de réfuter ce que j'ai appelé le « passage à la limite » : si la production monétaire non marchande tendait vers 1, tandis que la production marchande tendait vers 0, j'affirme qu'on ne pourrait pas logiquement dire que, de cette dernière disparaissant, on tirerait l'autre. Christophe Darmangeat rétorque : « Dans une économie où une très grande proportion de la force de travail serait employée dans des services publics non marchands, ceux-ci fourniraient à titre gratuit quantité de biens et services utiles ; l'éducation, mais aussi la santé, l'eau, l'électricité et, pourquoi pas le logement et la nourriture. Cela signifie que les travailleurs dans leur ensemble, ceux du public comme du privé, verraient une fraction de plus en plus grande de leurs besoins couverts par ces prestations et que leur salaire monétaire leur servirait à acheter de moins en moins de choses. Par conséquent, ces salaires *diminueraient* à mesure que leur rémunération (si l'on peut dire) sous forme de biens et services gratuits augmenterait. Le travail des fonctionnaires, dans sa majeure partie, ne s'échangerait donc plus *du tout*, et le montant du prélèvement monétaire nécessaire pour financer leurs salaires déclinerait donc en même temps que la masse sur laquelle ils portent, à savoir la plus-value engendrée par les travailleurs du secteur privé. »[4]

Christophe Darmangeat a bien repéré un point clé. Mais que n'est-il allé au bout de son raisonnement ! Car, ce qui est implicite dans son raisonnement poussé à sa limite, c'est la suppression de la monnaie. Ce qui signifie que, pour lui, la monnaie n'est liée qu'au capitalisme et à la marchandise dont la vente est destinée à valoriser le capital. Il n'imagine ni que les services « gratuits » aient un coût, ni que les biens fournis par la sphère capitaliste continuent d'en avoir un aussi, et donc qu'une allocation des ressources restera nécessaire, sauf si l'abondance générale règne, utopie aujourd'hui mise au rancart. Il n'imagine pas non plus que la monnaie puisse être autre chose qu'un simple instrument d'échanges de marchandises. Derrière mon « passage à la limite », il y a l'idée que la démarchandisation de la société n'implique pas la démonétarisation. Derrière le « passage à la limite » de Christophe Darmangeat, il y a l'idée que la démarchandisation de la société

est synonyme de démonétatisation. À l'opposé du ton légèrement méprisant employé par Christophe Darmangeat à l'égard de mon raisonnement qu'il croit « retourner comme un gant »[5], je lui dis que son raisonnement est certes cohérent, mais que l'hypothèse implicite sur laquelle il est bâti n'est pas mise au grand jour. Après avoir rendu apparente celle-ci, chacun peut comparer la pertinence des raisonnements concurrents.

Voilà donc situé le point de divergence fondamental entre tous les économistes (marxistes traditionnels compris) qui ont une vision purement économiciste de la monnaie et les quelques-uns des économistes très minoritaires qui rejoignent la vision, mise au jour surtout par des anthropologues, de la monnaie comme institution sociale qui dépasse, à la fois historiquement et logiquement, le capitalisme. En d'autres termes, Christophe Darmangeat assimile monnaie et marché d'un côté, et capitalisme de l'autre. Cette assimilation – cette confusion – ne peut plus être admise aujourd'hui.[6] D'ailleurs, en la poursuivant, on serait obligatoirement conduit à conclure à la disparition de la valeur, du travail… Voilà un autre débat qui mériterait d'être mené, et dans lequel on pourrait découvrir d'autres apories, dont la moindre n'est pas d'avoir oublié la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste, qui pourrait nous aider à répondre à la question posée à propos du travail dans la sphère monétaire non marchande.[7]

Christophe Darmangeat a bien compris que je disais que les impôts et cotisations sociales étaient prélevés sur un PIB déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. Il récuse cela au motif que ce serait une pure convention des comptables nationaux et qu'on pourrait s'en passer : « le « produit » de ces administrations pourrait tout aussi bien être ignoré sans que cela change quoi que ce soit à la mesure du niveau d'activité »[8]. Or, d'une part, nombre de valeurs marchandes, censées relever du marché comme leur nom l'indique, sont tout autant le résultat de conventions, d'arbitrages et de rapports de force : prix agricoles, prix de l'énergie, etc. C'est donc bien la preuve du rôle joué par le passage du « travail » au sens de Ricardo (direct + indirect) au « travail abstrait » de Marx (c'est-à-dire validé socialement). D'autre part, en arguant que le travail des fonctionnaires est « transparent » dans la comptabilité nationale » parce que « du fait qu'il produit des valeurs non marchandes, celle-ci pourrait en faire abstraction sans que cela modifie quoi que ce soit au PIB (la richesse marchande) mesuré », Christophe Darmangeat commet une double erreur sur la comptabilité nationale. La première est une simple erreur de lecture des tableaux économiques d'ensemble (TEE) : le PIB ne se résume pas au PIB marchand puisque environ 300 milliards d'euros par an s'y ajoutent en France. Le produit non marchand n'est donc pas inclus dans le produit marchand. La seconde est une erreur de compréhension des TEE, dans lesquels sont distinguées les opérations de production et les opérations de répartition, ce qui interdit de croire à une double comptabilisation des services non marchands au sein des opérations de production.[9] Il s'ensuit qu'il faut absolument distinguer le salaire d'une infirmière fonctionnaire à l'hôpital public du soin reçu par un malade : le premier est un revenu primaire (je soutiens qu'il est engendré par le travail de l'infirmière), tandis que ce que reçoit le second correspond à un transfert (pour partie en nature, le soin lui-même, pour partie en monnaie avec le remboursement des médicaments ou la prise en charge d'une fraction de son salaire par la Sécurité sociale).

Je suis prêt à reconnaître que les premières formulations de la thèse que je défends souffraient, il y a quinze ou vingt ans, d'imprécisions, voire d'ambiguïtés. Ces dernières se retrouvent dans les reproches que m'adresse Christophe Darmangeat qui écrit : « Pour J.-M. Harribey, cette création monétaire constitue dans certaines situations *ipso facto* une création de valeur. En particulier, en évaluant dans la comptabilité nationale la production

des services publics à leur coût, dont celui des salaires des fonctionnaires, la société validerait le travail de ces derniers et entérinerait qu'il a produit une valeur nouvelle. »[10] J'ai précisé depuis longtemps maintenant que ce n'est pas le versement d'un revenu monétaire qui institue la validation, c'est la décision politique *a priori* de faire produire de l'éducation non marchande, du soin non marchand, etc. Le versement d'un salaire monétaire aux fonctionnaires intervient après la production de ces services.[11]

Reste un problème mineur mais qui me vaut les foudres de Christophe Darmangeat et de bien d'autres : quid du travail du domestique, qui fut le point de départ de la réflexion d'Adam Smith l'opposant au travail du prolétaire ? J'ai écrit en plusieurs endroits, presque de façon provocatrice, que le domestique produisait le revenu qui le rémunère. Que n'ai-je pas dit ! Toute l'académie marxiste traditionnelle me tombe dessus. « Comment ? Que dites-vous ? Smith et Marx répètent à l'envi que le domestique est payé par du « revenu » pour satisfaire les besoins de consommation de son maître, alors que le prolétaire salarié est payé par du capital pour valoriser celui-ci ». Eh bien, moi aussi, je dis cela, mais en ajoutant (ce que j'ai fait dès mon premier débat avec Jacques Bidet), que j'emploie le mot « revenu » dans un autre sens que celui de Smith et Marx : dans le sens macroéconomique, quand on parle du revenu national, et non pas dans le sens de la somme que chacun perçoit. Ainsi, je maintiens que les fonctionnaires, et, de façon dérisoire, les domestiques, ajoutent au revenu national. D'ailleurs, tout le monde connaît le paradoxe du maître qui épouse sa bonne, entraînant très logiquement une baisse du PIB. Si le PIB baisse dans un cas, pourquoi n'augmenterait-il pas en sens inverse ?

3. Deux espaces de validation et donc de valorisation

J'ai proposé dans mon livre de 2013 un schéma et une suite d'implications logiques[12] récapitulant cette discussion, ainsi qu'une nouvelle typologie à partir du célèbre exemple de Marx du piano et du pianiste, que je reproduis ici.

Dans les *Grundrisse*, Marx reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. »[13] Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Je considère que quatre cas de figure au sujet du pianiste de Senior sont à envisager, qui correspondent à quatre modes de production abstraits différents.

Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains aristocratiques (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte (à ceci près, que, selon moi, de la valeur et donc du revenu sont engendrés), mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste.

Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien).

Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx.

Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'État ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ? Marx ne répond pas à cette question. Il faut donc construire une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais de la valeur ajoutée, donc du revenu, et qui a quelques points communs avec le musicien mozartien. C'est ce que je propose. Sinon, soit on est conduit à revenir à une conception du travail productif restreint au domaine de la production matérielle. Si Christophe Darmangeat ne tombe pas dans ce travers, d'autres y tombent[14], car c'est la suite logique des erreurs concernant la comptabilité nationale. Soit, on est obligé de reconnaître l'extraordinaire chaos mental qui règne à propos du travail productif, et là-dessus, je reconnais que Christophe Darmangeat ne dissimule pas les difficultés, lesquelles, de mon point de vue, seraient considérablement amoindries si l'on donnait son plein sens au concept de travailleur collectif. Alors, les discussions interminables sur les employés du secteur de la circulation des marchandises s'éteindraient largement. J'ai poursuivi en proposant de traiter la question du travail effectué dans le secteur bancaire et financier de la manière suivante.

Pour pouvoir être créée et réalisée, la valeur doit toujours être « portée » par une valeur d'usage. La valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur. Sans valeur d'usage, point de porte-valeur et donc point de valeur. Que se passe-t-il pour le capital engagé dans la sphère financière, qui emploie de la force de travail salariée ? Les services rendus dans la phase de circulation du capital sont, il est vrai, utiles à la classe capitaliste dans son ensemble puisqu'ils permettent au système de mieux se reproduire en facilitant la rotation du capital. Mais à aucun moment ils ne sont des marchandises présentant à la fois les deux formes décrites par Marx : objets d'utilité et porte-valeur. Ils n'interviennent pas dans le procès de production des marchandises, mais ils interviennent dans le procès de reproduction du capital et leur fonction est d'aider à transformer les marchandises en capital-argent.

Ce point renvoie au statut de la monnaie dans l'économie capitaliste, statut spécifique, en dehors de son caractère général d'institution sociale. La monnaie y représente les rapports sociaux sur deux plans : elle est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre, et elle ne peut exister que par la légitimation publique, qui seule lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur, garantissant ainsi son rôle de réserve à travers le temps. Le « commerce d'argent » n'a donc que l'apparence d'un commerce de marchandise : ce commerce, où s'échange de l'argent aujourd'hui contre un peu plus d'argent demain, n'est fondé que sur la possibilité qu'il offre ensuite d'acheter des valeurs d'usage (que ce soit celle des produits ou celle de la force de travail) ou bien de posséder de la liquidité en vue d'un usage ultérieur. C'est une des manifestations du fétichisme de l'argent que d'attribuer à celui-ci le même statut qu'aux autres marchandises. L'argent n'est pas porte-valeur comme les marchandises ordinaires, il est valeur, sous-entendu valeur déjà réalisée ou anticipée. Deux cas de figure sont possibles. Ou bien le crédit est accordé sur la base d'une épargne préalable dont le propriétaire ne dispose plus pendant la durée du prêt ; dans ce cas, la mise à disposition d'une valeur déjà réalisée n'est pas création d'une nouvelle valeur. Ou bien le crédit correspond à une création monétaire par les banques ; dans ce cas, l'argent mis à disposition des capitalistes représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt, et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, nulle valeur ne sortirait du processus avorté. La mise à disposition d'une valeur monétaire (déjà réalisée ou

anticipée) entre les mains des capitalistes par le système bancaire ne doit donc en aucun cas être confondue ou comparée avec la fourniture de services collectifs non marchands à la population. D'un côté, il n'y a ni valeur d'usage, ni valeur, ni revenu monétaire supplémentaires produits préalablement ; on peut donc parler de prélèvement pour rémunérer les « services » financiers. De l'autre, il y a décision collective de produire simultanément des valeurs d'usage et du revenu nouveau dont il n'y aura pas la moindre part qui sera « valeur » pour l'accumulation privée.

Un dernier point doit être précisé : le langage économique ultra dominant et le langage courant ont accrédité l'idée que les impôts *financeraient* les services non marchands. Et Christophe Darmangeat utilise le même vocabulaire. Erreur conceptuelle supplémentaire. C'est à Keynes que l'on doit la distinction entre financement et paiement. Le financement se situe avant la production parce qu'il la lance, alors que le paiement intervient *ex post*. Ainsi, dans le secteur capitaliste, les entreprises anticipent des débouchés, mobilisent des financements, investissent, embauchent, font travailler et produire, puis vendent les marchandises, que *paient* les acheteurs. Dans la sphère non marchande, les administrations publiques anticipent des besoins collectifs, trouvent des financements (d'où l'importance de la maîtrise de la politique monétaire pour ne pas dépendre des marchés financiers), investissent, embauchent et font *payer* les services rendus par les impôts. Il ne viendrait à l'idée de personne de dire que ce sont les acheteurs d'automobiles qui financent l'équipement des chaînes automobiles, ils paient leurs achats d'automobiles. C'est le même processus qui distingue le financement *ex ante* du paiement *ex post* dans la sphère non marchande. Pour le dire trivialement, on n'a pas besoin d'industrie automobile capitaliste pour s'offrir une école non marchande. Il suffit que la société dispose des forces de travail nécessaires et des ressources matérielles pour cela et qu'elle reste maîtresse de l'outil monétaire.

Est-il besoin de rappeler que, sur le plan macroéconomique, la création monétaire est indispensable pour *financer* l'investissement net, que celui-ci soit privé ou public ne changeant rien à l'affaire ? Croire que les impôts pourraient *a priori* financer l'investissement net public, c'est tomber dans l'une des multiples variantes de la thèse de l'épargne préalable, piège mortel pour la compréhension du fonctionnement du circuit du capital en particulier et du circuit économique en général.

*

Je retire plusieurs leçons du débat portant sur l'intelligibilité de la sphère monétaire non marchande. La première est que la mise en évidence du caractère productif de valeur pour la société (et pas seulement de valeurs d'usage) du travail effectué dans la sphère monétaire non marchande ne signifie pas qu'il n'y a pas de lutte acharnée pour que l'une prenne le pas sur l'autre. On en sait quelque chose avec le massacre organisé des services publics non marchands par les politiques néolibérales. Il y a donc deux espaces de valorisation en tension permanente, comme expression de la lutte des classes au niveau de l'affectation des forces de travail à produire ou non de la valeur pour le capital. Et on comprend facilement que, pour la bourgeoisie capitaliste, les forces de travail occupées à produire des services non marchands ne soient pas productives pour elle ! On comprend moins bien que, pour nombre d'économistes, une catégorie théorique particulière soit considérée comme une catégorie générale. Inutile de préciser que, si j'entends construire en théorie une légitimation de la sphère monétaire non marchande, cette théorie ne dit rien et n'entend rien dire de la part qui doit être dévolue au marché et de celle qui doit lui être retirée. Ce point sera tranché par la démocratie. La discussion se situe ici sur le plan conceptuel.

La deuxième leçon est que les problèmes rencontrés dans cette discussion naissent de la difficulté à intégrer dans un même corpus théorique travail, valeur et monnaie. Beaucoup de marxistes ont encore une vision de la monnaie qui les empêche, d'une part, de la considérer comme une institution sociale dépassant le capitalisme, et, d'autre part, de tirer parti pleinement de l'avancée décisive de la loi de la valeur de Marx par rapport à ladite théorie de la valeur-travail de Ricardo. Cette avancée est de faire de la validation sociale du travail l'élément déterminant de la conversion du travail en monnaie. Je me borne à questionner ce qui, dans la société capitaliste actuelle, donne lieu à l'attribution de cette validation. Je discerne deux modes de validation : le marché et la décision politique.

La troisième leçon est que Keynes avait raison, dans la préface à la première édition de sa *Théorie générale*, de prévenir le lecteur : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous. »[15] C'est un pied de nez à tous ceux qui enragent quand on essaie d'introduire quelques éléments keynésiens dans le corpus marxien. Eh oui, produire de la valeur et du revenu dans la sphère monétaire non marchande a du sens. Penser qu'il faut nécessairement des marchandises pour produire des non-marchandises n'en a pas. Sauf à supprimer la monnaie, c'est-à-dire la société… ?

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau : -Curly-, « Profit« .

références

références

⇧1 C. Darmangeat, 2016, *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste*, Montreuil, La ville brûle, coll. « Mouvement réel ». Je reviendrai éventuellement plus tard et ailleurs pour analyser cet ouvrage, que j'ai trouvé très intéressant, cherchant la rigueur de l'exposé, tout en ne négligeant jamais l'aspect pédagogique avec des formulations très souvent bien senties. Le seul regret pour un livre prétendant faire le point sur la grande question de la valeur est que l'auteur expédie en une courte note de bas de page (2, p. 57) le problème qui a hanté la théorie marxiste depuis la mort de Marx, à savoir la « transformation des valeurs en prix de production ». Il passe sous silence tous les travaux récents qui ont reformulé une réponse à ce problème, notamment le plus récent de Vincent Laure Van Bambeke, 2013, *Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production*, Paris, L'Harmattan (résumé dans *Les Possibles*, n° 2).

⇧2 On trouvera sur mon site de multiples présentations, les unes courtes, les autres plus développées. J'en ai donné une synthèse dans J.-M. Harribey, 2013, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent.

⇧3 Je pense notamment aux discussions que j'ai eues avec Jacques Bidet, dans *La Pensée*, avec Gérard Duménil, dans *Actuel Marx*, et avec Antoine Artous, plus une suite, dans *Contretemps*, auxquelles on peut se reporter.

⇧4 C. Darmangeat, 2016, p. 160.

⇧5 *Ibid*., p. 162

⇧6 J'ai l'intuition que la thèse de C. Darmangeat se situe en miroir de celle défendue par A. Orléan, avec qui j'ai depuis longtemps une discussion. L'un ignore la monnaie couplée avec la valeur, l'autre fait de la monnaie et de la valeur de pures représentations collectives. Voir mon livre de 2013 ou, plus récemment, l'article de 2016, « Du travail à la monnaie, essai de perspective sociale de la valeur, Examen critique de la vision autoréférentielle de la valeur et de la monnaie ».

⇧7 Je n'aborde pas ici la discussion sur la thèse de M. Postone, niant tout caractère anthropologique au travail, en plus du caractère socio-historique de sa forme (voir mon livre déjà cité de 2013).

⇧8 C. Darmangeat, 2016, p. 159.

⇧9 L'argument de C. Darmangeat rappelle celui du Réseau salariat dont l'inspirateur est B. Friot, qui estime que le salaire socialisé est compté deux fois dans le PIB, une première fois dans la valeur ajoutée des entreprises et une seconde fois lorsqu'il sert à faire l'évaluation des services non marchands au coût des facteurs. Là aussi, c'est confondre opérations de production et de répartition.

⇧10 C. Darmangeat, 2016, p. 157. Au passage, C. Darmangeat commet encore une autre erreur : le « dont celui des salaires des fonctionnaires » signifierait qu'il y a autre chose. Or le reste, ce sont les dépenses publiques autres que les salaires, ces autres dépenses ne constituant pas la contrepartie d'un produit net.

⇧11 Dans *La richesse, la valeur et l'inestimable…*, *op. cit.*, p. 373-374. J'ai même dû lutter contre les partisans du revenu d'existence qui voient dans l'hélicoptère monétaire un moyen de valider n'importe quelle activité individuelle. On peut même ajouter qu'en lançant sa célèbre formule, presque sous forme de boutade, prônant l'embauche des chômeurs pour creuser des trous, puis les reboucher, Keynes n'était pas dupe. Il savait bien que ce travail ne créerait rien, mais il pensait que la dynamique viendrait du fait que le revenu des nouveaux embauchés stimulerait le travail socialement utile ailleurs.

⇧12 On peut trouver les uns et les autres dans mon livre p. 70-71 et aussi dans un article de 2004, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.

⇧13 K. Marx, 1968, *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, p. 242. K. Voir aussi *Matériaux pour l'économie (Théories sur la plus-value)*, 1861-1865, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, p. 393, ou bien *Théories sur la plus-value (Livre IV du Capital)*, Paris, Éd. sociales, 1974, tome I, p. 470.

⇧14 Il en reste : voir sur mon site le débat que j'ai eu avec M. Zerbato.

⇧15 J.M. Keynes, 1969, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, p. 12.